

Le député Joana Cotar quitte l' AfD, trop poutinophile à son goût ! Bon vent !

écrit par Nicolas Faure | 23 décembre 2022





Le député au Bundestag allemand Joana Cotar, qui avait accordé un [entretien à Résistance Républicaine](#) il y a tout juste six mois, vient de démissionner de l'AfD en novembre dernier. La parlementaire de Hesse a annoncé sur sa page Facebook qu'elle quittait le parti et son groupe parlementaire.

Madame Cotar estime en effet que l'AfD « se montre opportuniste », et a fustigé « la forte proximité des principaux cadres de l'AfD avec le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine ».

Sur son site web, Cotar, qui faisait partie du courant modéré du parti et qui a été entre-temps membre du comité directeur fédéral, explique en détail pour quelles raisons elle quitte le parti.

Voici un extrait de son discours :

« Dans la lutte contre les opposants au sein de l'Alternative für Deutschland, le harcèlement permanent est à l'ordre du jour – alimenté par la direction du parti et

ses structures.

Le ralliement de l'AfD aux régimes dictatoriaux et inhumains de la Russie, de la Chine et maintenant de l'Iran était indigne d'un parti démocratique et patriotique intègre.

Je défends une politique constructive, libérale et conservatrice. Contrairement à de nombreux collègues, je n'ai jamais été et ne suis toujours pas dépendante financièrement d'un parti ou du Bundestag, c'est pourquoi j'ai toujours eu un cap clair et des lignes de conduite droites concernant mes relations avec les autres.

À mon grand regret, l'AfD a franchi ces lignes à plusieurs reprises et a abandonné le cap d'autrefois – une realpolitik libérée des influences idéologiques pour le bien de l'Allemagne. C'est pourquoi, après presque dix ans d'appartenance au parti, j'ai décidé de quitter l'AfD. Cela n'a pas été chose facile, car j'ai contribué à la création de ce parti dans le Land de Hesse.

Il subsiste désormais peu de choses du parti fondé en 2013, qui devait être une alternative à la politique de gauche, qui mettait la liberté et l'indépendance au cœur de ses préoccupations et qui prônait un État épuré, le droit et la responsabilité individuelle.

Ce n'est pas la branche extrémiste de l'AfD qui pose problème, elle a toujours été en minorité. Ce sont plutôt les opportunistes qui abandonnent leurs convictions pour des postes à responsabilité, qui se laissent acheter et qui, demain, défendront le contraire de ce qu'ils défendent encore aujourd'hui. Cela ne pouvait pas et ne peut pas être mon cas. Je n'ai pas changé mes convictions depuis 2013 et je quitte le parti en étant sûre d'avoir conservé mon intégrité.

Je défends la liberté, que je reconnais aussi à ceux qui ne partagent pas mes opinions. Le socle de mon engagement a toujours été la Loi fondamentale. Je plaide pour la

responsabilité individuelle et un État qui ne s'en prend pas aux citoyens. Je rejette la censure, la surveillance des masses (notamment par le biais des nouvelles technologies), le harcèlement et l'intimidation exercés par l'État. Cependant, je suis pour un avenir moderniste, une société qui ne craint pas la numérisation, mais qui la considère comme un atout.

Je défends une politique qui respecte la souveraineté des autres États et ne la leur dénie pas lorsqu'ils se défendent contre l'agression d'un régime criminel. Je suis patriote et je suis sensible au fait que les patriotes se mobilisent pour défendre leur pays.

Je ne peux et ne veux plus soutenir la grande proximité des principaux responsables de l'AfD avec le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine. La complaisance de l'AfD envers les régimes dictatoriaux et inhumains de Russie, de Chine et maintenant d'Iran est indigne d'un parti démocratique et patriotique intègre.

Ces dernières années, j'ai trop souvent été témoin de la politique de lobbying menée par des politiques de premier plan en faveur de ces pays. En ce qui me concerne en revanche, je veux faire de la politique pour l'Allemagne. Pour moi, les drapeaux russes n'ont rien à faire lors d'une manifestation sous le slogan « L'Allemagne d'abord ».

Je ne veux dépendre ni de la Russie, ni de la Chine, ni des États-Unis. Pour cela, nous devons renforcer l'économie allemande, faire revenir les industries dans le pays, baisser massivement les impôts et les taxes et former des travailleurs qualifiés. Bien entendu, cela passe aussi par une loi intelligente sur l'immigration.

Je ne pense pas que le réarmement de la Bundeswehr soit une folie, comme l'a dit le chef de parti, mais au contraire une nécessité urgente. Si de jeunes hommes et femmes sont prêts à mettre leur propre vie en danger pour protéger le droit et la liberté du peuple allemand, il me semble évident de les

équiper de manière moderne lors de leurs missions.

Il est nécessaire à présent que les Allemands qui aiment la liberté et qui veulent sauver nos valeurs et la prospérité se rassemblent. Et surtout, il faut avoir le courage d'assumer ouvertement ses convictions et de surmonter les divisions. Ce n'est qu'ainsi que les choses changeront dans ce pays. Il faut que les forces conservatrices et libérales de l'Allemagne deviennent solidaires entre elles pour faire changer les choses de l'extérieur au sein de la politique. C'est ce à quoi je travaille ».

La direction du groupe parlementaire a réagi à la démission de Joana Cotar avec contrition : *« elle s'est éloignée depuis longtemps du parti et de son travail au sein du groupe, tant sur le plan personnel que sur celui du contenu »*, ont déclaré les présidents du groupe parlementaire de l'AfD, Alice Weidel et Tino Chrupalla, au journal « Die Welt ».

Les deux leaders le regrettent et considèrent que sa décision de quitter le parti et le groupe est cohérente. Mais selon Alice Weidel, *« elle devrait aussi renoncer à son mandat, et quitter le Bundestag. Cela serait cohérent avec l'honnêteté qu'elle a toujours revendiquée »*.

Cotar a donc décidé de faire cavalier seul, à l'instar de Frauke Petry (ancienne leader de l'AfD en 2015), qui avait également quitté le parti en 2017, malgré les bons résultats de l'AfD à l'époque, aux élections fédérales.

Elle était régulièrement en conflit avec d'autres collègues du parti. Dernièrement, elle avait été accusée d'avoir produit de fausses déclarations sur le nombre d'heures supplémentaires de son assistant parlementaire, afin que ce dernier perçoive une rémunération plus importante du Bundestag. Cotar avait démenti cette information.